Sur l'Italie en 1994

Le Monde 3 avril 1994 Un entretien avec le cinéaste Nanni Moretti

Présentation générale : Un cinéaste contestataire

Considéré comme « le meilleur metteur en scène de sa génération», et plus commodément encore comme «la relève du cinéma italien», Nanni Moretti, âgé de quarante ans, n'a cessé de filmer « contre», fustigeant dans des comédies brillantes et narcissiques ce qu'il connaît le mieux, lui-même et la gauche de son pays. Il est un électeur contestataire de l'ancien PCI sans jamais y avoir été inscrit.

Je suis un autarcique, son premier long-métrage, fit grand bruit en 1976. Tourné en super-8 et pour 3 millions et demi de lires, il s'agissait d'une parabole sans fard sur les dérives d'une jeunesse « engagée». Son dernier film, **Caro diario**, sortira le jour même de sa présentation en compétition au prochain Festival de Cannes, qui commence le 12 mai.

«La salle que vous possédez à Rome programme ces jours-ci le film d'Abbas Kiarostami, *La vie continue*. Elle continue aussi pour la gauche italienne?

On ne peut pas dire que ce qui nous arrive soit tout à fait une surprise. Depuis quelques semaines, il devenait assez clair que la droite était en train d'aller vers un consensus. Le choc vient donc davantage de ce qui s'est passé ces derniers mois que de ce qui s'est confirmé le soir des résultats. La civilisation pour moi, c'est le respect des règles en Italie, ces dernières années, les règles n'ont pas été respectées. Et toutes ces années j'ai eu du mal à penser à l'Italie comme à une démocratie occidentale telle que l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France. Chez nous, une véritable bourgeoisie (comprise comme classe sociale, comme droits, devoirs, valeurs) n'a jamais existé. Aussi je pense que c'était à la gauche d'assumer cette révolution démocratico-bourgeoise (pacifique, la révolution!) encore à venir en Italie.

C'est sur ce terrain que Berlusconi a prospéré, grâce au vide de l'appareil législatif, et c'est à l'aide de ses télévisions et de ses journaux, qu'il a imposé sa propre loi. Pendant la campagne électorale on n'a parlé que d'une chose. Des sondages. Et de façon peu vérifiable. A peine Berlusconi entrait-il en politique qu'il déclarait, faisait déclarer, publiait, diffusait la nouvelle, avérée puisque déclarée : «Les sondages donnent Forza Italia gagnante». Les électeurs de

Berlusconi oublient peut-être quelque chose, c'est qu'un Etat ne se gouverne pas comme une entreprise avec la logique du profit.

Nous sommes sans doute à la veille de nous doter d'un président du conseil qui aura entre les mains le pouvoir de la presse, celui de la télévision — ce qui n'est pas rien —, le pouvoir politique et le pouvoir bancaire. Ce pouvoir-là est toujours passé en Italie à travers les «parrains» politiques forts, il est passé par Craxi, Andreotti, Forlani, morts tous trois à la vie publique dans le suicide collectif de la classe dirigeante déclenché par l'opération «Mani pulite». Ni Fini, le leader du parti néo-fasciste, ni Bossi, de la Ligue du Nord, ne peuvent prétendre à ce titre, il ne restait plus à Berlusconi qu'à s'autoproclamer son propre parrain...

Ce qu'il y a d'humiliant dans tout ça, c'est qu'un parti, devenu désormais le premier parti d'Italie est né de la volonté d'un seul homme. Les partis sont toujours nés de mouvements de masse, mouvements catholiques ouvriers, paysans, ou au moins de mouvements d'opinion, donnant naissance à des petits partis. Aujourd'hui le premier parti d'Italie a pu naître pour la simple raison qu'un homme l'a décidé, au moment même où les banques, ses créditeurs, ont décidé de se montrer moins généreuses avec lui. Et ce parti est apparu à des millions de citoyens italiens comme quelque chose de nouveau. Voilà la chose incroyable.

Parce que, à l'évidence, Berlusconi est le représentant du passé. Il est apparu à la télévision avec un sourire plastifié — évidemment le plastique plait à la majorité —, affirmant qu'il était la nouveauté, alors que tous savent en Italie, à droite comme à gauche, que Berlusconi, propriétaire de trois chaînes de télévision et de tant de journaux, est issu du vieux système, et a émergé grâce à Craxi — le socialisme à l'italienne est quelque peu différent du socialisme à la française — et grâce à la Démocratie chrétienne, elle aussi différente des partis du centre en France.

Berlusconi a basé sa campagne sur un mensonge, et on l'a cru, parce qu'on voulait le croire. Il a fait passer l'idée que le Parti communiste avait gouverné cinquante ans et que cela suffisait. Extraordinaire quand on sait que le PCI n'a jamais été au pouvoir ! Qu'il a toujours été dans l'opposition, avec une assez constante inefficacité, certes ! Et s'il a gouverné localement, c'est dans des régions où il semble bien qu'on vivait un peu moins mal que dans d'autres. Cette mystification a trouvé un écho énorme, appuyée sur un autre argument spécieux : la démocratie en Italie existerait encore malgré le Parti communiste.

Aujourd'hui les jeunes ignorent et les adultes veulent oublier qu'ici, s'il y a une

démocratie, on le doit aussi à la gauche (qui, selon moi n'a jamais eu comme modèle l'URSS mais plutôt l'Emilie-Romagne!). Le lendemain des résultats électoraux, on l'a vu, la droite se divisait, la Ligue du Nord se sentait affaiblie, flouée. Il y a un mois, Bossi, son leader, avait hurlé au Congrès de la Ligue : «Jamais au gouvernement avec les fascistes, jamais!». Aujourd'hui il y va, me semble-t-il assez tranquillement.

Mais pendant les campagnes, toutes les forces de droite, du néo-fascisme au berlusconisme, se sont unies sur l'idée de revanche. Se venger de qui n'est jamais allé encore jusqu'à gouverner. Se venger de qui a toujours perdu! Dans un anticommunisme d'autant plus étrange que jamais la gauche italienne n'a été aussi modérée, aussi gentille, aussi inoffensive. La droite s'est en fait alarmée que quelques grandes villes, en décembre dernier, lors des élections municipales, Rome, Naples Trieste, Gênes, Venise, aient élu des maires progressistes. Ce n'étaient pourtant pas des candidats bolcheviques!

Mais en diabolisant cette gentille gauche inoffensive, il réussissait à lui barrer toute espérance d'accéder au gouvernement. C'était le but de la manœuvre. Si un gouvernement de centre gauche avait réussi à s'imposer, il aurait fait respecter les règles et ce serait posé alors pour M. Berlusconi le problème de sa situation de monopole unique au monde dans les domaines de la presse, de la télévision et du marché publicitaire.

En deux mois, la gauche italienne qui n'a pas, c'est clair, de leader charismatique, est passée du rôle de force de gouvernement potentielle à celui (éternel) de force d'opposition. Juste, puisqu'elle a perdu les élections. Mais je tremble que la «nouvelle»...droite démagogique et populiste porte la gauche à répondre sur le même ton à devenir démagogique (ou a redevenir) à son tour une gauche démagogique et régressive.

A des actions passéistes, on répond par des réactions passéistes. Au moment où la gauche, malgré tant d'erreurs et d'incertitudes était en train de devenir une force de gouvernement avec des idées et des projets des années 90, elle risque donc d'être cantonnée dans un rôle d'opposition «années 50».

— Neuf jeunes metteurs en scène italiens, dont vous, de Luchetti à Mazzacurati en passant par Francesca Archibugi et Mario Martone, ont produit et réalisé des spots anti-Berlusconi pendant la campagne.

— Oui, ils n'ont pas eu accès à la télévision, bien entendu, et ne sont passés que dans les salles de cinéma. En cette occasion, je me suis un peu forcé : je ne suis

pas habitué aux travaux collectifs, ni à critiquer mes adversaires politiques ! Mon petit film, je l'ai tourné dans le quartier de la Défense, à Paris. C'est une sorte de post-scriptum à *Caro Diario*, mon dernier film que l'on verra en compétition au Festival de Cannes. Je circule sur une Vespa entre les tours, on entend ma voix off qui dit : «Me voilà dans le seul pays qui ait éloigné (je n'ai pas voulu employer le mot «chassé») Silvio Berlusconi. On ne peut pourtant pas dire qu'en France règne la dictature du prolétariat. En France, il y a seulement un capitalisme plus normal que le nôtre, une bourgeoisie plus décente, plus honnête et plus bourgeoise que la nôtre.»

En Italie, il n'y a pas de véritable démocratie, il y a des zones de démocratie et, ailleurs, le Moyen Age. Quand j'ai produit et joué *le Porteur de serviette*, de Daniele Luchetti satire sur les magouilles politico-financières où les socialistes ont voulu (à raison) se reconnaître, j'étais évidemment d'accord sur le propos du film, mais pas sur l'interprétation que Luchetti en donnait dans ses entretiens au Festival de Cannes en 1991. Il voulait faire croire qu'en Italie la société civile était meilleure que la classe politique, les citoyens meilleurs que le personnel politique. Cette explication de la réalité italienne ne me satisfait pas. Les citoyens italiens ont toujours été le miroir de leur classe dirigeante et vice, versa. Aucune raison que cela ait changé du jour au lendemain seulement parce qu'un groupe de magistrats courageux, compétents et indépendants ont lancé, à Milan, l'opération «Mani pulite».

— Vous avez toujours été « contre», toujours filmé «contre». Etait-ce plus facile lorsque vous avez débuté dans les années 70 ?

— Je me sens embarrassé aujourd'hui, la situation est si grave qu'elle ne prête plus à rire. Depuis le début, en effet, j'ai exercé mon sens critique et, si possible, mon sens de l'humour contre ma famille politique et sociale, la bourgeoisie urbaine de gauche, et, à l'occasion, contre moi-même. Je n'ai produit et joué — avec plaisir —, *le Porteur de serviette*, en 1991, que parce que, pour une fois, je voulais parler des autres. Montrer un monde politique qui se désintégrait, qui explosait. Il ne s'agissait, en principe, que d'une aimable fiction un peu grinçante. Je ne savais pas que *Le Porteur de serviette* serait un film d'anticipation de très légère anticipation.»

Propos recueillis par DANIÈLE HEYMANN

Commentaires sur les propos de Moretti : Jean-Paul Damaggio

Le cinéaste Nanni Moretti a participé à la bataille électorale en unissant d'autres cinéastes qui auto-financèrent une réalisation de spots anti-Berlusconi. Il y avait en premier, Daniele Luchetti, 34 ans réalisateur du *Porta-borse*, Carlo Mazzacurazti 38 ans, Stefano Rulli (auteur de l'idée), Mario Martone, 35 ans, Marco Tullio Giordana, 44 ans, qui prépare « Pasolini un délit italien », Francesca Archibugi, Marco Risi 43 ans, Antonio Capuano, 49 ans et donc Moretti pour faire le 9 ème, 40 ans.

Je donne les âges car il se trouve que c'est justement la génération qui a voté le plus à gauche. Ces cinéastes sont courageux car un des principaux producteurs est ... Berlusconi et plusieurs utilisèrent ses services par le passé.

Dans cet entretien, il se montre modéré et calme même si on peut deviner son immanquable envie de parler, vu la taille des réponses. Un peu comme s'il n'avait pas voulu se laisser aller à sa rage habituelle devenue subitement sans portée.

Commentaires de phrases du texte de Moretti :

« La civilisation c'est le respect des règles » donc le respect de la loi et il pose ainsi l'éternelle question manque-t-on de lois ou les lois comblent-elles bien un manque ? En France, ce respect des lois tient à mes yeux à l'influence forte des services publics et par eux de l'Etat. Moretti ne sait sans doute pas que cette influence est de plus en plus mise à mal en France aussi. Les règles se perdent faute d'adaptations.

« La véritable bourgeoisie italienne n'a jamais existé. » Cette idée, je l'avais évoqué suite au livre de Fulvio Abate au sujet de *Capo d'Orlando* (même dans ce lieu symbolique de la résistance à la Mafia, le député PDS Tano Grasso n'a pas été réélu). Elle semble donc être importante aux yeux d'intellectuels progressistes et peut nous étonner.

« Le parti de la volonté d'un homme » En effet, l'Italie se caractérise par un engagement massif des citoyens dans les partis (longtemps un million de membre à la DC et plus encore au PCI) et là on a donc une rupture considérable.

« Le sourire plastifié de Berlusconi. » Cette image a souvent été reprise dans la

presse italienne. Berlusconi a donné naissance à tout un vocabulaire et ce phénomène peut nous interroger : le parti-entreprise, la vidéocratie, etc... Preuve que même si Berlusconi représente l'ancien régime, ce qu'il a réalisé était nouveau.

« La démocratie on la doit aussi à la gauche. » En France aussi on l'oublie beaucoup. Notons qu'il montre du doigt les jeunes comme les adultes. Du côté des jeunes qui ont voté plus à droite (comme les vieux), les nouvelles ne sont pas bonnes. 12% des jeunes de 14 à 19 ans ne considèrent pas le racisme comme un mal. Ce problème est donc profond.

L'appel en faveur d'une gauche de proposition va faire passer Moretti pour un modéré dans la France d'aujourd'hui. Je l'ai déjà écrit quelque part, Moretti préfère tourner des films, faire le producteur, acheter une salle et faire une programmation, plutôt que de se lamenter et de tenir de grandes conférences sur la mort du cinéma. Quand on voit ce qu'il fait on comprend qu'il vaut mieux construire. Il démontre à mon sens depuis longtemps qu'on peut agir dans le système sans s'y plier.

Moretti a un ami Luchetti, ce qui ne l'empêche pas de le contester. C'est vrai les opinions sur l'intervention des juges sont variées. Accomplissent-ils le désir des citoyens ? Jouent-ils un rôle pour eux-mêmes ? Je me retrouve dans l'opinion de Moretti : les citoyens là-bas comme chez nous ne sont pas meilleurs que la classe politique. Cette opinion explique son "modérantisme". Il ne s'agit pas seulement de changer la classe politique, mais la société en ses profondeurs donc, vu l'immensité de la tâche, inutile de jouer les héros. Il faut agir fermement avec les moyens que l'on a et c'est déjà beaucoup. Quand on a demandé à Moretti de pétitionner en faveur de la gauche, il a refusé puisque ce qu'il sait faire c'est du cinéma, et non pas signer des pétitions. Alors il a fait le spot contre Berlusconi. Démarche difficile à suivre.

« Je ne savais pas que le Porteur de serviette [où il joue le rôle principal] serait un film d'anticipation. » Là aussi Moretti joue le modeste. Il cherche toujours l'anticipation, la très légère anticipation. Ailleurs il reconnaît que le film *Palombella Rossa*, s'il était sorti trois mois plus tard, son succès aurait été plus grand vu l'actualité [il s'agissait d'un député communiste qui perdait la mémoire et le mur de Berlin tomba trois mois après la sortie du film].

Il ne dit pas non plus que ce même film se terminait sur une image anticipatrice : on voit une foule qui monte vers un soleil qui se lève puis cette foule s'arrête

tout d'un coup et rigole : le soleil en question est celui du PSI et comme l'opinion à l'époque était que Craxi allait devenir président de la République, il fallait anticiper pour s'en moquer. Bref, le représentant de l'Italie au Festival de Cannes 1994 ne sera pas Berlusconi mais Nanni Moretti. Il présentera son Caro Diario sorti en Italie en Novembre cinq ans après Palombella Rossa. Il y raconte quelque chose d'extraordinaire : sa vie. Les images de la chimiothérapie ne sont pas des images de cinéma mais celtes de la vraie chimio qu'il suivit car on le croyait cancéreux. C'était un faux diagnostic et le film au lieu d'être celui de la mort de Moretti nous montre celui de sa guérison. L'Italie malade qui est en toile de fond, elle, n'est pas guérie.

«Me voilà dans le seul pays qui ait éloigné (je n'ai pas voulu employer le mot «chassé») Silvio Berlusconi » Je rappelle dans le document suivant, ce moment quand Mitterrand a appelé Berlusconi pour la première chaîne télé privée en France, puis l'a éloigné.

Un souvenir de 1985

Mitterrand-Berlusconi

Nous sommes le 21 Novembre 1985 et Mitterrand tient une conférence de presse. L'ambiance est chaude. La veille le ministère de la communication avait annoncé qu'une première chaîne privée gratuite allait être offerte aux Français. Vous apprécierez le gratuité!

C'était la naissance de la Cinq. Magie des chiffres, c'est avec la 5 qu'un certain Berlusconi s'était fait le champion de la télé privée italienne. Il sera donc du voyage en France comme il le sera, toujours avec Canal 5, en Espagne socialiste.

Tout d'un coup, en cette fin novembre 85, quatre mois avant que le PS ne soit obligé de quitter le pouvoir dans le cadre d'une défaite électorale annoncée, voilà que Mitterrand fait débarquer à Paris le dit Silvio Berlusconi (B.). N'entrons pas dans le détail pour savoir si oui ou non la négociation fut menée par le président lui-même comme l'avoua B. avant de le démentir.

Plusieurs faits sont clairs : la société est créée entre Jérôme Seydoux (actionnaire de Libération et du Matin) et Silvio Berlusconi, elle pourra diffuser des messages publicitaires au cours même des émissions (nouveauté venue directement des USA).

A l'époque je connaissais mal l'Italie, je n'avais pas réfléchi aux questions de la communication et je n'ai pas mesuré l'ampleur des dégâts ainsi commis par le PS.

Avec le recul il me semble juste d'y revenir.

A l'Assemblée nationale seul le PS soutiendra le projet! La fronde de droite et de gauche se fera entendre avec virulence. Michel Perricard pour la droite tonne : « Un homme qui de fait, est le fossoyeur du plus beau cinéma du monde, le cinéma italien » ajoute : "Nous n'avons pas un Berlusconi à sortir de nos manches. »

Le PS crut inutile de crier « Hersant » : il n'avait pas compris que le nom d'un entrepreneur du bâtiment (point de départ de B.) aurait été plus approprié (Bouygues). Bref la droite s'oppose à la création de cette chaîne privée et peu après vendra au privée une chaîne publique!

Gérard Filloud, pour le PS, savait très bien ce qu'allait faire la droite et utilise

l'argument massue : « Si la France n'organise pas elle-même ses chaînes privées, d'autres chaînes privées étrangères celles-là seront captées d'ici peu dans notre pays sans que nous puissions rien faire pour les contrôler. »

Première leçon de l'événement : la démagogie de la droite qui prétend défendre les industries culturelles françaises pour récupérer le mécontentement et qui pleure surtout parce que ses propres amis n'ont pas été servis.

Le PCF tentera lui aussi de faire barrage à l'arrivée de la chaîne privée. Dans le numéro 300 de *Révolution*, sept articles feront le procès de l'entreprise dont un exclusivement consacré à Berlusconi. Le journal alla rencontrer Pierre Musso et Guy Pineau qui firent paraître à la Documentation Française *Télévisions déchaînées*. L'essentiel était dit de la stratégie de l'araignée. Au départ B. n'a pas le droit en Italie de créer une chaîne nationale aussi il se sert du local. Les programmes sont préenregistrés et les cassettes envoyées aux stations locales. Le nombre de stations locales diminuera jusqu'au moment où les socialistes italiens, pour mettre un frein à l'empire B. (ne riez pas), lui accordera ... trois chaînes nationales privées!

En 1994, Le Cavalier (un de ses surnoms à côté du Biscione- la couleuvre emblème du Milan AC, ou Sua Emettenza) utilisera le même système : des cassettes seront envoyées à tous les candidats.

Deuxième leçon: l'opposition au projet compta pour rien.

Toute la responsabilité revient à Mitterrand. Il a voulu cette alliance avec un homme dont Le Monde du 19 et 20 Novembre demande : « N'est-il pas un homme de droite ? » La question se posait déjà mais en guise de réponse on nous assure que B. est seulement un entrepreneur.

Bref, Mauroy, Jospin, Rocard firent grise mine mais avalisèrent B. et sa stratégie : par le local détruire le national pour vendre encore et encore. Si le local ne suffit pas alors il fait appel à l'idée européenne. Et vendre pour, B. c'est une vieille pratique. Quand il était à l'école, il rédigeait toujours trois devoirs : un pour lui (le meilleur) et deux qu'il vendait à ses copains !

Mais pourquoi la vente passe par la casse de l'identité nationale ? Pour déployer le marché audio-visuel. Le bulldozer B. aurait dû permettre de réfléchir à l'articulation local /national /europe. Les chaînes nationales ont négligé les besoins d'expressions locaux sur lequel B. s'est appuyé, et tout autant le désir d'ouverture au monde. Plus que développer la culture française il fallait la changer.

Aujourd'hui Mitterrand et le PS souffrent-ils d'avoir permis à B. de lâcher cette phrase en 1985 : « C'est extraordinaire ! Quelle reconnaissance pour notre qualification professionnelle ! » ? Reconnaissance que B. mit aussitôt à profit pour obtenir des emprunts des banques qui se montrèrent généreuses vu ses "parrains".

J'en doute quand on voit si bien vivre le couple Mitterrand/Tapie. Tapie n'est pas Berlusconi, seulement parce que la France n'est pas l'Italie.

Pour ma part, la seule émission de la 5 que j'ai vue, a été enregistrée à Castelsarrasin, en Octobre 1987, c'était le débat Le Pen/Lajoinie qu'on projeta aux membres du PCF pour montrer comment Lajoinie battit à plate couture Le Pen. A la réunion de cellule suivante où j'ai fait cette découverte, j'ai rendu ma carte du PCF. Je ne sais rien de la fin de la 5. J-P D.

Jean-Paul Damaggio

Documents du PCF et commentaires

Humanité 7 décembre 1993

Le secrétaire général du PCF a adressé un message à chacune des personnalités suivantes [les nouveaux maires élus en Italie] Francesco Rutelli, Antonio Bassolino, Massimo Cacciari, Adriano Sansa, Ricardo Illy:

Monsieur le Maire

C'est avec joie que nous avons appris votre élection et, au nom des communistes français, je vous en félicite chaleureusement.

Le rassemblement des forces de gauche et de progrès a permis de faire obstacle aux prétentions néofascistes. Notre plus grand souhait est qu'il puisse aller de l'avant afin de s'attaquer à la grave crise sociale et morale qui secoue l'Italie aujourd'hui, et faire reculer les menaces pour la démocratie et la liberté que représente la dangereuse progression de l'extrême droite. Dans le combat, soyez assuré, monsieur le Maire, de la solidarité des communistes français.

Humanité 30 Mars 94

extrait de l'édito de Claude Cabanes intitulé le Vide où après avoir dénoncé le droite il parle ainsi de la gauche :

« Il y a un an, les élections dans les grandes villes (1) avaient fait illusion sur la confusion des valeurs, des repères, des messages qui gagnait le paysage électoral. Il saute aux yeux que l'espace vide qui s'est crée sur les ruines de l'ancienne politique n'a été aussi rapidement occupé [par la droite] que par défaut : le défaut d'une contestation de fond de tous les choix qui ont enfoncé le pays dans la crise et d'une alternative entièrement nouvelle en rupture avec l'ancien ordre des choses. Certes, l'alliance (2) réalisée dans la diversité sous le drapeau des "progressistes" a combattu l'offensive de la vieille droite dans ses habits neufs. Mais son combat était miné de l'intérieur : son principal porte-parole Achille Occhetto, qui a présenté le programme économique du pôle de gauche au cours d'une soirée des dirigeants de la City de Londres (3) a sollicité les suffrages au nom de l'héritage des gouvernements du passé - rigueur, privatisations, déréglementation du travail ?... - d'une "meilleure" gestion de la crise, et du libéralisme à l'européenne. Cette confusion a égaré et découragé de nombreux électeurs italiens qui cherchent la nouveauté du changement. Elle est à contretemps du mouvement de constestation (4) qui naît et se développe dans de nombreux pays d'Europe. Elle nous donne aussi à réfléchir."

Commentaires Jean-Paul Damaggio

Au moment de la victoire aux municipales Georges Marchais ne cache pas sa joie et envoya aux progressistes italiens le message ci-dessus. Tiens, me suis-je dit : le PCF changerait-il ? Quand j'ai lu ensuite que l'Huma préférait aller interroger le maire Vert de Rome que le maire PDS (aile de gauche) de Naples, j'ai compris que le temps de la revanche viendrait. Pour ceux qui ne le savent pas depuis longtemps les dirigeants du PCF n'aiment guère ceux du PDS pas plus que ceux du PCI d'hier.

Quand l'heure de la défaite sonna, trois mois plus tard, c'est Claude Cabanes qui met en route sa tronçonneuse. La gauche a perdu car elle n'a pas été assez à gauche. Il se garde bien de mentionner le très faible score de *Rifondazione* car sa théorie volerait en éclats. Si les Italiens avaient voulu voter plus à gauche qu'Occhetto, ils pouvaient le faire en votant *Rifondazione*. Cette discussion est valable pour la France : est-ce que le PS a été battu en 93 car il n'était pas assez à gauche ? Alors comment expliquer que les électeurs qui quittèrent le PS n'allèrent pas sur le PCF qui conserva avec peine son pourcentage de 88 ? Je reproche au PS de n'avoir pas été assez à gauche et je comprends le reproche pour le PDS italien mais réduire la défaite à ça, c'est pas sérieux. Il manquait une alternative. Le PCF qui joue surtout à être CONTRE peut-il juger d'une alternative ? Pour une alternative il faut, un projet et une majorité.

Commentaire en quatre points :

- 1 Les victoires de la gauche aux élections municipales avaient fait illusion sur la confusion des valeurs (confusion dans laquelle est tombée Georges Marchais vu ce qu'il a écrit) : comme si on pouvait oublier l'affrontement à Rome ou à Venise, comme s'il ne s'était pas agi clairement d'un affrontement entre gauche et droite. Oui, ces victoires de la gauche furent acquises avec des voix du centre et c'est à l'honneur de la gauche de les avoir gagnées pour éviter que le MSI ne l'emporte à Naples et Rome.
- 2 Certes, une alliance ... voilà comment d'un revers de main on balaie une alliance qui n'avait rien d'évident et qui, même si elle n'a pas permis de gagner, peut jouer un rôle important pour la suite. Le PCF pourrait-il rassembler les Verts de gauche, le Mouvement des Citoyens, et autres alternatifs ? C'est ce que lui demande Fiterman et on connaît la réponse : une alliance surtout avec le PS.
- 3 Occhetto, ce serait l'ancien régime. Oui, il a été à la City de Londres mais surtout dans des dizaines de villes d'Italie pour mener campagne, campagne qui a fait peur aux réactionnaires. Pourquoi mon cher Cabanes ? Il faudrait informer les lecteurs sur les véritables propositions du PDS qui en effet sont modérées

mais en même temps audacieuses. Le cœur des propositions économiques s'appelle "une transformation écologique de l'économie". Qui peut comprendre ce langage en France ? Ecrire "il a sollicité les suffrages au nom de l'héritage des gouvernements du passé" me paraît une formule réductrice...

Oui, Occhetto n'avait pas exclu que l'actuel premier ministre Ciampi soit aussi celui des lendemains d'une victoire de la gauche. D'abord il ne faut pas le confondre avec les précédents, et ensuite, que proposer si le pôle du centre avait fait 18% et que la droite n'ait pas eu la majorité absolue ? Fallait-il repousser le centre dans les bras de la droite ? Je suis le plus souvent en faveur d'une politique plus radicale que celle du PDS, mais l'excommunier, comme le fait Cabanes, (avec les arguments qu'il présente) c'est triste.

4 – Et enfin le sens de l'histoire serait en Europe au développement des mouvements de contestation. En 1922 aussi. La contestation s'appela le fascisme! Il ne suffit pas de contester, il faut encore proposer, sinon en effet les électeurs se retournent vers le populisme. La gauche italienne ne cesse de proposer et même si elle n'est JAMAIS arrivée au pouvoir, elle ne perd pas le fil de l'histoire progressiste.

Commentaire 2015 : Des élections municipales viennent d'avoir lieu en Italie, Berlusconi et son parti sont effacés alors que le PDS qui a perdu son S dans sa dérive droitière est toujours là sous le non de PD. Mon propos laissait une porte ouverte à la tentative modérée de sauver « la gauche » et cette porte n'a ouvert sur rien du point de vue de l'émancipation du modèle néolibéral. Le coup de Berlusconi est avec retard et sous forme italienne, le coup de Thatcher. La reprise de ces documents permet me semble-t-il de voir le chemin parcouru. Et aucune « gauche » solide et durable n'est venue sur la gauche du PD. JPD